

Où va la Chine ?

Pierre Rousset, *Contretemps* n°33, mai 2017*

Contretemps : À l'heure où Trump, nouveau président des États-Unis, annonce une rupture avec le libre échangeisme et un repli sur un unilatéralisme nationaliste, à Davos, sommet des cercles du capitalisme mondialisé, Xi Jinping se positionne en héraut du libéralisme libre-échangiste. On n'y reconnaît plus son monde ! Comment apprécier ce propos, en rupture avec tout ce qu'on pouvait croire être la Chine ?



Pierre Rousset : Rupture complète avec l'ère maoïste, sans doute. Mais qui s'inscrit dans la continuité, évolutive certes, des réformes de Deng Xiaoping depuis que celles-ci se sont révélées comme de nature capitaliste.

Au plan symbolique cette déclaration à Davos est en effet très importante. Trump menace d'un repli sur l'unilatéralisme, d'une mise en cause des institutions de coopération internationale qui servent de cadre de négociations entre bourgeoisies, ainsi que de structures telles que l'OTAN. Face à lui Xi Jinping s'est mis en position de dire : « *S'il en est ainsi nous sommes prêts à prendre la relève* »...

Un positionnement révélateur de la manière dont la Chine se déploie au plan international, en remettant en cause la hiérarchie et les rapports de force au sein du capitalisme existant.



C'est également intéressant par rapport à la Russie. Celle-ci au cours de la période récente s'est affirmée fortement grâce à ses capacités militaires dans l'Est européen (Crimée, Ukraine...) et en Syrie. Mais Poutine n'est pas en mesure de parler comme Xi Jinping. La Chine a déployé aux plans économique et financier un réseau international à partir duquel elle est capable, y compris en Amérique latine, de proposer face à des États-Unis qui se retireraient ou aggraveraient le conflit avec le Mexique, de prendre leur relève et d'apporter ses investissements. Elle s'attache de même à construire un réseau militaire (renforcement de sa flotte, accords de défense avec divers pays, implantation de bases à l'étranger, système de surveillance...), ce qui nécessite encore beaucoup de temps.

Cela vaut constat de la stature internationale d'ores et déjà acquise par la Chine et de son ambition d'être reconnue comme puissance mondiale de premier plan.

* Propos recueillis par Francis Sitel.

CT : Voire comme la première puissance mondiale ?

P.R. : C'est l'ambition, mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Les États-Unis demeurent la seule super puissance. Mais d'une certaine façon cette position privilégiée est aussi un handicap. Leur « *zone d'influence* », c'est le monde. Ils n'ont cependant pas la capacité d'imposer seuls une « *pax americana* » mondiale. Or, aucun autre impérialisme ne les aide significativement à assumer ce rôle.

Les attaques de Trump contre les Européens sont révélatrices de ce problème : les États-Unis auraient besoin d'un impérialisme européen, certes secondaire par rapport à eux, mais apte à prendre sa part de la gestion du monde. Ce que l'Union européenne est strictement incapable de faire. Elle ne s'est pas constituée en Europe puissance, ni même parvenue à se construire comme grand marché régulé, et elle se voit submergée par ses contradictions. Les États-Unis ont quelques raisons de considérer qu'on ne peut leur demander de continuer à payer alors qu'en retour ils ne reçoivent aucune contribution.

Une super puissance qui n'est plus en mesure d'assumer pleinement son rôle de gendarme du monde, car confrontée à des conflits trop nombreux, trop profonds, à une instabilité trop importante, se voit menacée de paralysie.

Ce qui se passe en Asie orientale est très révélateur de cette situation. Depuis longtemps Obama a expliqué que le pivot de sa politique mondiale devait être en Asie/Pacifique, que les États-Unis allaient opérer leur grand retour dans le Pacifique.

Rien de tel ne s'est concrétisé. Les États-Unis sont toujours englués au Moyen-Orient et n'ont pas eu les moyens d'agir rapidement en mer de Chine. C'est la Chine qui a pris l'initiative sur le plan économique et militaire.

CT : Comment analyser ce qu'en Asie orientale met en cause l'actuelle politique de Pékin ?

P.R. : On pourrait comparer les évolutions de cette région à ce que représente l'Europe orientale pour les Européens. Les conflits dans cette zone sous influence directe de la Chine concernent tous les pays de l'Asie du Sud-Est, le Japon et les États-Unis.

Cet ensemble se divise en deux sous ensembles : celui de la mer de Chine du Sud, celui de la mer de Chine du Nord-Est.

En mer de Chine du Sud, la capacité d'initiative chinoise a franchi un seuil qualitatif. Au plan économique et diplomatique, c'est une augmentation de l'influence chinoise dans un nombre considérable de pays : Birmanie, Malaisie, et Philippines depuis la rupture partielle de cette ancienne colonie américaine avec l'obédience américaine... Le capitalisme autoritaire chinois représente un modèle séduisant aux yeux de bien des bourgeoisies et des appareils militaires de la région, y compris pour la Thaïlande.

Au plan militaire en revanche, les initiatives chinoises se font aux dépens de ces mêmes pays. La Chine a construit de toutes pièces sept îles artificielles, s'appuyant sur des récifs et des îlots, sur lesquelles ont été installés des pistes d'atterrissage, des bases de missiles sol-air, des radars. Même si tous ne sont pas encore opérationnels, la flotte chinoise navigue à présent dans un environnement qui est sous contrôle chinois.

Pékin revendique la souveraineté sur la quasi-totalité de la mer de Chine du Sud, au point d'empiéter sur les zones économiques exclusives des autres pays riverains, ce qui provoque des tensions récurrentes, y compris avec le

gouvernement philippin. L'hégémonie chinoise est contestée. La Malaisie et Singapour sont des centres économique-financiers très importants. L'Indonésie est un géant démographique. Pékin doit composer, mais ne va pas se retirer du territoire maritime dans lequel elle s'est installée.

Certes, la 7e flotte américaine peut naviguer dans cette zone. Le trafic maritime international n'est pas bloqué (bien que Pékin revendique le droit de le faire). Mais si les États-Unis décidaient de refouler l'armée chinoise du système insulaire ainsi mis en place, cela conduirait à un conflit militaire de très grande ampleur.

Le Vietnam est à présent le seul pays de la région qui se confronte physiquement à la Chine. Des affrontements ont régulièrement lieu entre bateaux chinois et bateaux vietnamiens, aux dépens de ces derniers, compte tenu de la supériorité chinoise.

Les États-Unis viennent de lever la dernière partie de l'embargo américain imposée contre le Vietnam après sa défaite indochinoise de 1975. Il s'agit du commerce des armes, ce qui fait que les marchands d'armes peuvent maintenant répondre sans limites aux demandes vietnamiennes en la matière. Et Washington négocie l'installation d'une base militaire au Vietnam, sans doute à Danang, site de la grande base militaire américaine lors de la guerre d'Indochine. Un geste fort symbolique du complet retournement de situation par rapport à ce passé !

Reste que le Vietnam ne contrôle pas les détroits et se trouve très isolé parmi les autres pays de la région. Ce n'est pas pour les États-Unis un atout maître, comme l'étaient les Philippines (où, ceci dit, les accords de coopération militaire n'ont toujours pas été formellement dénoncés, même si les relations politiques ont carrément viré à l'injure).

En Asie du Nord-Est, la situation est plus fluide et se joue autour de la crise coréenne. Là, les États-Unis s'efforcent de reprendre l'initiative, et peuvent s'appuyer non seulement sur leurs propres bases militaires, mais aussi sur l'armée sud-coréenne et le Japon. Sous le nom de « *forces d'autodéfense* », Tokyo dispose en fait d'une forte armée. Cette dernière est réputée pour sa capacité à mener dans son environnement tant une guerre sous-marine qu'aérienne et antimissiles, grâce notamment à ses destroyers et frégates.

Pour des raisons politiques (dont l'attachement de la population au pacifisme), Tokyo se contente de participer au plan international à des missions onusiennes sans engager d'unités combattantes (en appui médical, aide aux réfugiés, etc.), ou à des opérations conjointes contre la piraterie. Le pays reste stratégiquement subordonné aux États-Unis. Il possède un porte-hélicoptères, mais ne dispose ni de porte-avions, ni de l'arme atomique et ne peut déployer des sous-marins stratégiques dans les océans. Tokyo est cependant en capacité de changer cette situation dans des délais rapides, pour peu que l'opposition de la population à un tel réarmement soit muselée.

Si l'on compare le Japon à l'Allemagne, on voit que cette dernière est soumise à une pression accrue depuis la décision de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pour l'inviter à renforcer ses moyens militaires, avec dans ce cas également une opposition de l'opinion allemande. Mais on peut estimer que le chemin vers une armée forte serait pour l'Allemagne, si elle le décidait, plus long que pour le Japon.

Les États-Unis ont actuellement repris l'initiative en Asie du Nord-Est en vue de consolider leur position en utilisant à cette fin la très complexe question

coréenne. D'une part, personne ne contrôle le régime nord-coréen. Pékin ne veut pas favoriser son effondrement, par crainte d'un chaos considérable, mais ne veut pas non plus qu'il dispose d'une puissance nucléaire indépendante. D'autre part, la Corée du Sud sort à peine d'une profonde crise politique, à la suite de la destitution de la présidente Park Geun-hye, représentante d'une droite dure dans la lignée de son dictateur de père.

La politique de la Corée du Sud vis-à-vis de la Corée du Nord oscille entre la recherche d'une entente dans la perspective d'une réunification du pays et la tentation de la confrontation. Pendant que le Nord tire en mer du Japon des missiles, la Corée du Sud prépare des élections pour le mois de mai, d'où pourrait sortir une nouvelle majorité favorable à la modération dans les relations entre le Sud et le Nord.

CT : On assiste donc à une forte montée des tensions militaires dans toute cette région asiatique ?

P.R. : La question nucléaire est devenue centrale pour la région. À en croire l'essentiel des médias, la responsabilité n'en incomberait qu'à l'irrationalité du dictateur nord-coréen. Dictature bureaucratique et népotique, il y a bien. Mais la politique de Kim Jong-un n'est pas irrationnelle pour autant. Son régime est constamment menacé. Rappelons que les grandes manœuvres aéronavales conjointes entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud simulent un débarquement au Nord. On entend aussi dire que « *tout* » a été tenté envers Pyongyang et que « *tout* » a échoué. C'est faux.

Sous l'administration Bill Clinton, des accords avaient été signés avec Pyongyang, ce qui avait permis de geler durablement son programme nucléaire. L'administration George Bush a renié ces accords et a placé ce pays dans « *l'axe du Mal* », une politique maintenue par l'administration Obama. Le pouvoir nord-coréen en a conclu que seul le développement d'une capacité nucléaire pouvait garantir sa survie au plan international.

Aujourd'hui, les États-Unis ont pris l'initiative d'installer une base de missiles antimissiles THAAD en Corée du Sud. Ce système est présenté comme un bouclier contre des missiles venant de Corée du Nord et visant le Japon, mais son rayon d'action couvre l'essentiel du territoire chinois.

Washington a décidé d'accélérer le processus d'installation de ces batteries antimissiles, afin que le système THAAD soit opérationnel avant les élections en Corée du Sud. Ainsi, la nouvelle majorité n'aura pas à se prononcer sur l'établissement de cette base, mais sur son éventuel démantèlement. Ce qui est une tout autre question ! Cette politique du fait accompli est révélatrice de la volonté américaine de consolider son hégémonie militaire dans la région.

Cela joue directement sur l'équilibre des forces au plan militaire entre les États-Unis et la Chine.

On pouvait considérer jusqu'à présent que pour Pékin son statut officiel de puissance nucléaire suffisait, abstraction faite du nombre de missiles disponibles. Sa suprématie militaire pouvait être alors construite sur la base de son armée régulière. Par exemple, de ce point de vue (armée « classique »), l'armée chinoise apparaît plus importante que l'armée russe, même s'il faut tenir compte du fait que les troupes chinoises n'ont ni l'entraînement ni l'expérience qui sont ceux de l'armée russe. Mais avec le déploiement d'un bouclier antimissile, on change de dimension : l'effet de la dissuasion militaire ne joue plus, et le nombre de missiles disponibles redevient déterminant. Si la

Russie peut lancer des milliers de missiles, dont certains franchiront un bouclier antimissile américain, ce n'est pas le cas de la Chine.

Ce changement relance donc la course aux armements. Et dans ce cas, d'armements nucléaires !

On assiste ici à un nouveau bouleversement des stratégies militaires. À l'époque de Mao, la Chine ne visait pas un déploiement extérieur, elle raisonnait en fonction d'une stratégie défensive qui s'appuyait sur l'armée de terre. La Chine d'aujourd'hui a besoin de se projeter vers l'extérieur pour sécuriser les routes de transport de ses approvisionnements et ses investissements. Son accès aux océans est une question vitale. Elle a donc favorisé le développement de sa Navale.

Entre la Chine et les océans Indien ou Pacifique, il y a un arc de cercle formé par des péninsules, des îles et des archipels – de très importantes bases militaires américaines sont établies dans la péninsule coréenne, le Japon et Okinawa, et la 7e Flotte contrôle les détroits. Pékin veut à tout prix garantir son accès au grand large. L'enjeu nucléaire donne à cette question une dimension nouvelle. Pékin a pris l'an dernier la décision de principe de redéployer ses sous-marins stratégiques dans les océans afin qu'ils ne restent pas prisonniers de leur positionnement en mer de Chine du Sud. Il faut pour cela améliorer leur technologie, les équiper de missiles nucléaires à têtes multiples, résoudre de difficiles problèmes concernant la chaîne de commandement... Ce n'est donc pas chose faite – mais c'est « *dans les tuyaux* ».

Du point de vue militaire, le monde a longtemps été dominé par la confrontation entre les États-Unis et la Russie. À présent, la Chine entre dans le jeu. Avec le Moyen-Orient, l'Asie orientale est une zone en voie de militarisation croissante et rapide. Plus directement qu'au Moyen-Orient, cette situation reflète la dynamique infernale des conflits inter-puissances. Les mouvements progressistes de la région se mobilisent pour opposer à une conception de la sécurité conçue par les puissances, une autre conception de la sécurité conçue du point de vue des peuples ; ce qui inclut notamment la démilitarisation de la mer de Chine.

CT : Une Chine capitaliste, dont l'État est dirigé par un Parti communiste. Parti communiste de 88 millions de membres, lui-même dirigé par un clan autour de Xi Jinping. Comment ce pouvoir tient-il ?

P.R. : Plusieurs facteurs sont à souligner. En Chine, la transition capitaliste a été pilotée, et non chaotique comme en Russie.

Le Parti communiste chinois a été en grande partie détruit lors de la Révolution culturelle, puis reconstruit et modifié sous Deng Xiaoping. Quant à l'armée, c'est la seule structure à avoir résisté à la Révolution culturelle.

C'est ce parti qui a maintenu l'unité nationale, empêchant que les forces centrifuges deviennent destructrices. C'est un fait que reconnaît la bourgeoisie chinoise expatriée, présente à Taiwan, mais aussi aux États-Unis, en Australie et ailleurs : puisque le Parti communiste a su éviter le chaos, il serait irresponsable de vouloir le déstabiliser.

Spectaculaire de ce point de vue, l'évolution de la relation entre le Guomindang et le PCC. Le premier représente les restes de l'armée contre-révolutionnaire qui s'est installée à Taiwan après 1949 et y a établi sa dictature (au grand dam de la population locale). Les deux sont donc des ennemis jurés. Mais au fil des années, ces deux pouvoirs, qui intègrent chacun à sa manière bureaucratie et capitalisme, se sont reconnus mutuellement, et ont travaillé ensemble.

La population de Taïwan a compris que cette entente condamnait son autonomie. Et que le processus de démocratisation engagé serait remis en cause. D'où le mouvement Tournesols et l'élection d'une présidente qui, avec la prudence requise, prône une voie indépendantiste. Cette situation illustre à quel point la bourgeoisie expatriée, qu'on pourrait dire internationalisée, n'est pas dans une logique de revanche, mais au contraire d'entente avec le PCC. Avec des éléments de compétition bien entendu, mais dans un cadre contrôlé d'un commun accord.

Autre facteur à souligner : entre la bourgeoisie privée et la bourgeoisie bureaucratique, l'opposition n'est que très partielle, du fait qu'une grande partie de la première est liée à la seconde par des liens familiaux. L'osmose entre le capital privé et le capital bureaucratique se fait au sein de la famille. Les conflits existent, comme dans toute famille, mais ne débouchent pas sur des confrontations.

Dans le même temps, Xi Jinping construit son pouvoir avec beaucoup de brutalité. On peut dire que jamais depuis le procès de « *la bande des quatre* » (1976) les luttes intestines au sein du parti n'avaient atteint un tel degré de violence. Des responsables de premier plan, de différentes institutions, de l'armée, de métropoles, sont arrêtés, mis en prison, parfois condamnés à mort. Xi Jinping est déterminé à imposer ses hommes et son contrôle sur tout le parti. Mais cela n'est pas toujours possible, d'où le fait qu'il est aussi contraint de laisser des dirigeants qui ne sont pas ses hommes liges à la tête de régions très importantes.

Donc il parvient à consolider sa mainmise, mais au prix de l'accumulation de rancœurs et d'oppositions. Ce qui explique le durcissement du régime. Ainsi ont été mises en prison des figures du féminisme chinois qui ne représentaient certainement pas une réelle menace pour le pouvoir. Mais c'était un message envoyé à des potentiels contestataires. De même avec l'arrestation et les tortures infligées à des dirigeants de maisons d'édition de Hong Kong. Là encore le message est destiné à calmer d'éventuelles ardeurs irrédentistes.

Donc il faut prendre en compte d'un côté le succès rencontré par la politique économique et internationale menée, et de l'autre une répression forte dans le parti, autour du parti et dans la société. Il n'en demeure pas moins que le temps où les dirigeants proposaient un grand projet pour le pays est révolu. Beaucoup « *d'enfants de* » investissent leurs capitaux à l'étranger, voire achètent sur la côte Pacifique du Canada des villes réservées aux riches chinois, acquièrent une nationalité étrangère... Comme la corruption règne en maître dans toute la société, le chacun pour soi prend le dessus, et l'heure est au cynisme, celui de la mondialisation capitaliste et de la spéculation financière.

Mais jusqu'à présent ça tient ! L'avenir apportera certainement des grands changements. Mais pour l'heure le pouvoir chinois, pas seulement les capitaux, est en capacité d'agir dans le monde entier, avec un projet et en fonction de ressources considérables.

CT : La société chinoise n'est-elle pas traversée par de multiples tensions sociales ?

P.R. : Je ne prétendrai pas avoir une vision complète de tout ce qui se passe en Chine ! Mais au moins disons que la Chine est un pays capitaliste, donc qu'elle connaît et connaîtra des crises, comme tout pays capitaliste, c'est le B-A BA. Autre élément certain : la surproduction. Des entreprises d'État sont maintenues en activité pour des raisons politiques et sociales : éviter une crise sociale, ne pas léser un clan... Cela conduit à d'énormes capacités en

surproduction. Et des bulles d'endettement, pour ces entreprises, dans l'immobilier, qui peuvent éclater à tout moment, sans que soit possible un pronostic précis.

Jusqu' alors, les considérables réserves en devises ont permis un déploiement interne anti-crise. La Chine doit mettre la main sur des terres cultivables, disposer de minerais et de pétrole, de ports, avec les accompagnements en moyens militaires que cela suppose, ce qui selon la logique de tout impérialisme dans sa phase d'expansion conduit à exporter des capitaux pour opérer ces investissements indispensables.

Un autre facteur qu'on voit à grande échelle en Afrique est que pour des contrats immobiliers de très grande ampleur, sont exportés du ciment, de l'acier, et des travailleurs, de telle sorte que ces marchés extérieurs offrent des débouchés à la surproduction intérieure.

Tout cela ne se fait pas sans risques. Les contrats en Afrique sont garantis par les banques chinoises, mais si un gouvernement refuse de payer ses dettes il ne lui sera pas difficile de susciter des révoltes anti-chinoises. Ces risques politiques existent.

CT : Et pour ce qui concerne plus particulièrement les mobilisations ouvrières ?

Au cours d'une première période, le pouvoir a utilisé l'exode rural pour créer un sous-prolétariat, en particulier dans les zones franches. Il faut évoquer la question du permis de séjour.

L'existence de celui-ci remonte loin dans le passé. Sous Mao, ce fut un instrument pour éviter l'exode rural vers les villes côtières. Sous Deng Xiaoping, ce sont 250 millions de paysans et de paysannes qui allaient devenir des sans-papiers de l'intérieur : sans permis de séjour, ils n'ont pas le droit d'être là, ils n'ont pas le droit au logement, ni aux services sociaux, les enfants n'ont pas le droit d'être scolarisés (seules des associations militantes prennent en charge la scolarisation de ces enfants). Une situation caractéristique de l'accumulation primitive du capital.

Ces migrants paysans se considéraient comme temporaires, prévoyant un retour au village. La deuxième génération a commencé à s'organiser et à lutter, alors que dans le même temps l'armée de réserve diminuait, d'où des victoires et des augmentations de salaire. Une situation certes très diverse selon les entreprises, mais il y a bien eu une hausse réelle du niveau moyen des salaires. Ce que confirme le fait que certains capitaux sont allés s'investir dans des pays à plus bas niveau salarial.

Au cours d'une troisième phase, les luttes se sont davantage systématisées. En règle générale ce sont des luttes dures, temporaires, et souvent conclues par des gains. Le plus souvent ce sont des luttes locales, contre la construction de barrages par exemple. Le nombre de locaux publics incendiés chaque année est impressionnant. Le schéma classique est que le pouvoir local comprend que le mécontentement nécessite quelque concession : les meneurs sont sanctionnés et les revendications sont en partie satisfaites.

Donc il y a des luttes, mais ce qui est strictement prohibé c'est l'organisation durable et l'organisation sur plusieurs sites.

On se heurte donc à une double impossibilité. La première est que les syndicats officiels (il n'existe qu'une confédération syndicale légale) deviennent des instruments pour les travailleurs. Ils sont la courroie de transmission du pouvoir

vers les salariés, à présent du pouvoir et des patrons. La deuxième est celle de créer des syndicats autonomes. Sous peine de déclencher une répression immédiate.

Une lutte phare a transgressé cette règle. Est-elle exceptionnelle ou annonciatrice d'un changement ? Question ouverte...

Il s'agit du combat des Walmart. Walmart est une transnationale américaine spécialisée dans la grande distribution. En 2013, elle est devenue la première entreprise mondiale en termes de chiffre d'affaires. Un géant donc, qui possède en Chine 419 magasins et 20 centres de distribution, employant plus de 100 000 travailleuses et travailleurs (chiffres de 2015). Cette entreprise est internationalement réputée pour ses très bas salaires et son antisindicalisme.

La lutte des salarié.e.s de Walmart été organisée à partir d'un site internet, ce qui a permis d'engager un mouvement simultané dans quatre magasins, avec collecte de fonds pour payer les avocats et aider les grévistes. Cette lutte se poursuit actuellement.

Cela a été rendu possible en fonction d'une histoire très particulière. Pékin a voulu exercer une pression sur la firme, ce pour quoi il a autorisé l'élection de structures syndicales de base. Des syndicalistes combatifs ont été élus. Puis un accord a été passé entre le régime et la direction de Walmart. Les « *sections syndicales* » ont alors été ouvertes y compris aux cadres. Ainsi, le directeur des ressources humaines a pu se retrouver à la tête du syndicat de boîte ! Cependant une génération militante s'était formée et a décidé de continuer la lutte.

L'autre élément est que cette multinationale est elle-même assez particulière : les syndicats sont partout interdits, et un culte est organisé autour de la personne du fondateur. Il s'agit de créer une « *conscience Walmart* ». « *Je suis Walmart* » ! Cela s'est retourné contre la direction, lorsqu'elle a voulu imposer aux travailleurs la flexibilité totale. Celle-ci est autorisée en Chine, mais seulement dans certains cas. Le pouvoir a décidé que Walmart n'entraîne pas dans ces cas. Ce qui fut le déclencheur de la mobilisation des salariés.

On rencontre ici une question récurrente qui est celle du possible déploiement de luttes lié à des conflits entre un appareil et un autre pouvoir, ou entre des fractions d'un même appareil. Ce n'était pas la première lutte phare, mais celles-ci étaient restées locales, même si parfois elles étaient menées au nom des intérêts du prolétariat chinois : une certaine forme d'identité de classe existe en Chine, héritage de la révolution et de l'époque maoïste. Il est intéressant de noter que bien des mouvements de solidarité démocratique, au plan international, défendent explicitement les droits des salariés.

CT : On a souvent écho des réactions aux problèmes écologiques et aux craintes liées à une démographie vieillissante...

P.R. : Beaucoup de luttes portent sur des questions écologiques, contre la construction de barrages qui noient des villages, contre la pollution qui est devenue un problème majeur compte tenu de son acuité... Cette dimension est très présente dans nombre de conflits locaux, mais il semble qu'elle ne soit pas nécessairement perçue comme de nature écologique. Je n'ai pas l'impression qu'il existe en Chine un mouvement écologiste qui se vive comme tel – mais je peux me tromper.

Pour ce qui est de la démographie, une politique nataliste à l'époque de Mao a été menée. C'est après que fut instaurée la politique de l'enfant unique. Les statistiques sont en partie faussées, dans la mesure où nombre d'enfants n'ont

pas été déclarés. Cependant, le déséquilibre filles/garçons a été aggravé (avortement sélectif des filles pour que l'enfant unique soit un garçon), ce qui conduit dans certaines régions à des enlèvements et des ventes de femmes.

Cette politique de l'enfant unique a été abandonnée par étapes, sans que cela se traduise par un boom des naissances. Il y a une stabilisation basse de la natalité. Donc il n'y aura pas de rajeunissement de la population, mais au contraire une augmentation relative du nombre de personnes âgées. Et cela sans qu'aient été maintenues les structures collectives qui existaient sous Mao. La vieillesse se voit donc condamnée à la solitude et à la dépendance de la famille.